

Des experts de l'ONU se disent "consternés" par la "répression" des manifestations lycéennes et étudiantes

Le "recours excessif à la force", les "violences" et les "interpellations massives ne sont pas des réponses appropriées à un mouvement social de contestation dans un Etat de droit", écrivent ces experts.

lire plus tard

102 commentaires

franceinfo avec AFP
France Télévisions

Publié le 28/10/2026 17:56 Mis à jour le 28/10/2026 19:18
Temps de lecture : 1min



Une manifestante brandit une pancarte "police violente, république mourante", le 24 octobre 2026 à Paris. (VALERIE DUBOIS / HANS LUCAS / AFP)

Quatre rapporteurs de l'ONU affirment, mercredi 28 octobre, être **"consternés"** par la **"répression"** des **manifestations de lycéens et d'étudiants ces dernières semaines** en France. Ils déplorent ainsi que la réponse sécuritaire ait pris le pas sur les causes profondes de la mobilisation. **"Recours excessif à la force, violences et interpellations massives ne sont pas des réponses appropriées à un mouvement social de contestation dans un Etat de droit"**, rappellent ces experts dans un communiqué.

Ils se disent **"consternés par le niveau de violence subi par les lycéens et étudiants qui manifestent dans toute la France pour réclamer ce qui leur est dû de longue date : un système éducatif qui fonctionne, des conditions matérielles d'éducation dignes, des rythmes scolaires et universitaires adaptés, et l'égalité territoriale et sociale dans l'accès à une éducation de qualité, notamment"**.

"L'exercice des libertés d'expression et de réunion pacifique" menacé

"Les blessures graves et, dans certains cas, irréversibles subies par des manifestants mineurs dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre sont inacceptables et injustifiables", relèvent les experts, mandatés par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU mais qui ne s'expriment pas au nom de l'organisation. "Si des enquêtes, notamment celles menées par l'Inspection générale de la police nationale, sont indispensables, des instructions de la hiérarchie et un discours politique condamnant fermement et clairement toutes violences policières le sont tout autant", ajoutent-ils.

Les rapporteurs soulignent que les autorités françaises ont **"engagé en octobre plusieurs initiatives pour faciliter le dialogue et répondre aux demandes des lycéens et étudiants"**. Mais **"la priorité accordée à une réponse principalement sécuritaire aux manifestations a conduit à reléguer au second plan les causes profondes de la mobilisation"**, déplorent ces experts.

"Nous regrettons que des policiers aient été blessés, de nombreux bâtiments endommagés et commerces vandalisés. Nous condamnons ces actes de violence. Des mesures sont nécessaires pour enquêter sur ces faits et traduire leurs auteurs en justice", poursuivent-ils. "Toutefois, l'ampleur des interpellations et des gardes à vue, qui touchent plusieurs milliers de personnes, principalement des mineurs, apparaît disproportionnée et a pour conséquence de dissuader l'exercice des libertés d'expression et de réunion pacifique des manifestants", concluent-ils.

102 commentaires

partager

Vous pouvez désormais **privilégier l'affichage des articles de franceinfo** dans les résultats de recherche Google. [Comment ça marche ?](#)

ajouter comme source préférée

Sur le même thème

Quatre élèves de CE2 sur dix déclarent avoir subi des violences sexuelles à l'école

Des élèves de Tours menacés de sanctions disciplinaires par leur propre établissement pour leur participation au blocus

Remplacer Parcoursup, suffira-t-il à résoudre les difficultés d'accès à l'enseignement supérieur rencontrées par les lycéens ?

L'État va mettre en place une taxe "émeutes" pour payer les dégâts liés aux violences lors des mobilisations sociales

direct

Mobilisation des lycéens : les mesures annoncées sont "insuffisantes", reconnaît Sébastien Lecornu devant les députés

La Quotidienne Société

Retrouvez tous les jours à 17h30 notre sélection de contenus "société"
tous les jours à 17h30

s'inscrire à la newsletter

les mots-clés associés à cet article

Mobilisation des lycéens Société Education Mobilisation du 17 octobre Manifestations du 24 octobre

contenus sponsorisés

Accueil / Société / Education / Mobilisation des lycéens

Des experts de l'ONU se disent "consternés" par la "répression" des manifestations lycéennes et étudiantes

:toute l'actu dès 7h30

Votre adresse e-mail

s'inscrire

France Télévisions utilise votre adresse e-mail pour vous adresser la newsletter "L'actu à 7h30" et elle est susceptible d'être personnalisée. En vous inscrivant à nos newsletters, vous consentez également à l'utilisation de pixels de suivi et de liens traçants. En savoir plus

Notre politique de confidentialité

le live

direct tv

direct radio

Retrouvez aussi

La météo

Les jeux

Politique de confidentialité

CGU et mentions légales

Gérer mes traceurs

Plan du site

Plan du site recherche

Qui sommes-nous ?

Nous contacter

Accessibilité (partiellement conforme)

Charte déontologique

Charte du Live

Assistant vocal

Devenir annonceur

Recrutement

Archives de franceinfo